

## **CNCDP, Avis N° 20 - 44**

*Avis rendu le 9 Janvier 2021.*

**Titres : Principes : 2 ; 3 ; 4 ; 6 - Articles : 13 ; 20 ; 25**

*Le code de déontologie des psychologues concerne les personnes habilitées à porter le titre de psychologue conformément à la loi n°85-772 du 25 juillet 1985 (JO du 26 juillet 1985). Le code de déontologie des psychologues de 1996 a été actualisé en février 2012, et c'est sur la base de celui-ci que la Commission rend désormais ses avis.*

### **RÉSUMÉ DE LA DEMANDE**

La demande est portée par l'ex-employeur d'une salariée qui a entamé une procédure de contestation de son licenciement auprès du conseil de prud'hommes.

C'est dans le cadre de cette procédure qu'a été produit l'écrit d'une psychologue, dont le positionnement est ici contesté au motif qu'il prendrait « fait et cause pour sa cliente sans aucune objectivité et faisant montre d'une partialité des plus contestable ». Dans ce document, l'ex-employeur estime être présenté par la psychologue « comme une personne brutale, ayant fait subir une injustice intolérable » à son ancienne salariée.

Selon lui, cette psychologue est sortie « de son devoir de réserve et de probité en demandant aux juges de reconnaître l'injustice dont aurait été victime sa cliente ». La décision de porter plainte pour dénonciation calomnieuse et diffamation aurait été prise, la Commission étant sommée de « rappeler au devoir de sa charge » la psychologue en référence au code de déontologie.

### **Document joint :**

- Copie de l'écrit de la psychologue, sans mention de destinataire, avec tampon d'un cabinet d'avocat.

### **AVIS**

*AVERTISSEMENT : La CNCDP, instance consultative, rend ses avis à partir des informations portées à sa connaissance par le demandeur, et au vu de la situation qu'il décrit. La CNCDP n'a pas qualité pour vérifier, enquêter, interroger. Ses avis ne sont ni des arbitrages ni des jugements : ils visent à éclairer les pratiques en regard du cadre déontologique que les psychologues se sont donné. Les avis sont rendus par l'ensemble de la commission après étude approfondie du dossier par deux rapporteurs et débat en séance plénière.*

*La Commission tient à préciser qu'elle n'est pas une instance chargée de sanctionner la pratique des psychologues. Sa mission consiste à questionner, à titre consultatif, la pratique de ceux-ci à la lumière de ce qu'édicte le code de déontologie de la profession.*

La Commission se propose de traiter du point suivant :

- Écrit du psychologue dans le contexte d'une saisine du conseil de prud'hommes.

### **Écrit du psychologue dans le contexte d'une saisine du conseil de prud'hommes.**

Dans son exercice, le psychologue peut être amené à rédiger des documents, qui engagent sa responsabilité professionnelle. Ses interventions appellent prudence et responsabilité, comme les Principes 2 et 3 le postulent :

#### **Principe 2 : Compétence**

*« Le psychologue tient sa compétence : [...] de sa formation à discerner son implication personnelle dans la compréhension d'autrui. Chaque psychologue est garant de ses qualifications particulières. Il définit ses limites propres compte tenu de sa formation et de son expérience. [...] Quel que soit le contexte de son intervention et les éventuelles pressions subies, il fait preuve de prudence, mesure, discernement et impartialité. »*

#### **Principe 3 : Responsabilité et autonomie**

*« Outre ses responsabilités civiles et pénales, le psychologue a une responsabilité professionnelle. Dans le cadre de sa compétence professionnelle, le psychologue décide et répond personnellement du choix et de l'application des méthodes et techniques qu'il conçoit et met en œuvre et des avis qu'il formule. Il peut remplir différentes missions et fonctions : il est de sa responsabilité de les distinguer et de les faire distinguer. »*

Par ailleurs, toute rédaction d'un écrit est censée respecter diverses caractéristiques formelles, rappelées par l'article 20 :

**Article 20 :** *« Les documents émanant d'un psychologue sont datés, portent son nom, son numéro ADELI, l'identification de sa fonction, ses coordonnées professionnelles, l'objet de son écrit et sa signature... »*

À l'exception de la date qui est manquante, le document fait ici état des informations requises. Pour autant, son but ne semble pas clairement identifié. En effet, cet écrit ne

comporte aucun objet qui l'introduirait, et se conclut par une formule de politesse qui ne fait aucunement mention des personnes destinataires. Il ne comporte pas non plus la formule type « pour faire valoir ce que de droit » et ne saurait être qualifié d'attestation ou de compte rendu. Il semble rédigé à la demande de l'intéressée et ne répond qu'à elle seule. La Commission s'est donc interrogée sur la place qu'a occupé cet écrit dans l'intervention de la psychologue en lien avec ce que postule le Principe 6, relatif au respect du but assigné :

### **Principe 6 : Respect du but assigné**

*« Les dispositifs méthodologiques mis en place par le psychologue répondent aux motifs de ses interventions, et à eux seulement. En construisant son intervention dans le respect du but assigné, le psychologue prend notamment en considération les utilisations qui pourraient en être faites par des tiers. »*

En effet, la psychologue a été sollicitée par une femme, dans un moment de vulnérabilité psychologique. Dans son écrit, elle relate les observations de l'état de sa patiente lorsque s'engagent les entretiens à visée thérapeutique. Elle mentionne clairement un lien de cause à effet entre un contexte professionnel jugé néfaste pour sa patiente et l'état de celle-ci. Une telle démarche traduit un possible excès d'empathie instaurant un manque éventuel de clairvoyance de la part de la psychologue dans le maniement de sa posture, qui aurait pu la conduire à être en décalage alors ce qu'énoncent les articles 13 et 25 :

**Article 13 :** *« Les avis du psychologue peuvent concerner des dossiers ou des situations qui lui sont rapportées. Son évaluation ne peut cependant porter que sur des personnes ou des situations qu'il a pu examiner lui-même. »*

**Article 25 :** *« Le psychologue est averti du caractère relatif de ses évaluations et interprétations. Il prend en compte les processus évolutifs de la personne. Il ne tire pas de conclusions réductrices ou définitives concernant les ressources psychologiques et psychosociales des individus ou des groupes. »*

Si le psychologue peut émettre une hypothèse diagnostique concernant une situation psychologique, ses interprétations sont consignées en étant replacées dans un contexte et une temporalité précis, comme le propose le Principe 4 :

### **Principe 4 : Rigueur**

*« Les modes d'intervention choisis par le psychologue doivent pouvoir faire l'objet d'une explicitation raisonnée et d'une argumentation contradictoire de leurs fondements théoriques et de leur construction. Le psychologue est conscient des nécessaires limites de son travail. »*

Ici, indiquer que le lien de cause à effet proposé ne pouvait être entendu autrement qu'en rapport avec le discours de sa patiente, aurait été souhaitable pour que cela demeure une hypothèse de travail, et non une affirmation. Dès lors, la neutralité de la psychologue s'en trouve possiblement remise en question, l'écrit apparaissant comme un soutien à la saisine du conseil de prud'hommes.

Pour la CNCDP  
La Présidente  
Michèle Guidetti

La CNCDP a été installée le 21 juin 1997 par les organisations professionnelles et syndicales de psychologues. Ses membres, parrainés par les associations de psychologues, siègent à titre individuel, ils travaillent bénévolement en toute indépendance et sont soumis à un devoir de réserve. La CNCDP siège à huis clos et respecte des règles strictes de confidentialité. Les avis rendus anonymes sont publiés sur les sites des organisations professionnelles avec l'accord du demandeur.

Toute utilisation des avis de la CNCDP par les demandeurs se fait sous leur entière responsabilité.

CNCDP, Avis N° 20-44  
Avis rendu le 9 Janvier 2021.

Principes, Titres et articles du code cités dans l'avis :  
Préambule - Principes : 2, 3, 4, 6 - Articles : 13, 20, 25

Indexation du résumé :  
Type de demandeur :  
Professionnel non-psychologue TA Directeur d'établissement  
Contexte de la demande :  
Relations/conflit avec la hiérarchie, l'employeur, les responsables administratifs  
Objet de la demande d'avis :  
Écrits d'un psychologue TA Compte rendu

Indexation du contenu de l'avis :  
Discernement  
Écrit psychologique TA Identification des écrits professionnels  
Prudence  
Respect de la personne  
Respect du but assigné